



Contribution France Energie Eolienne

CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-012 DU 23 MAI 2019

RELATIVE AUX PROCÉDURES DE RACCORDEMENT AUX RÉSEAUX

PUBLICS DE TRANSPORT ET DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

Juillet 2019

Dans le cadre de la consultation lancée par la Commission de Régulation de l'Énergie relative aux procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité, France Energie Eolienne répond ci-dessous aux questions qui ont été formulées dans la note technique suivante :

<https://www.cre.fr/Documents/Consultations-publiques/Procedures-de-raccordement-aux-reseaux-publics-de-transport-et-de-distribution-d-electricite>

France Energie Eolienne aimerait porter l'attention en priorité sur les parties suivantes :

- Une procédure de raccordement adaptée pour les nouveaux usages
- Les délais de transmission de la PTF, et les délais de raccordement
- La transparence des PTF

France Energie Eolienne (FEE), créée en 1996, est le porte-parole des professionnels éoliens. Les membres de FEE ont construit plus de 90% des turbines installées sur le territoire français et en exploitent plus de 85%.

1. Une procédure de raccordement adaptée pour les nouveaux usages

Propositions de la CRE :

Les procédures de traitement des demandes de raccordement doivent prévoir une procédure adaptée aux cas spécifiques de raccordement d'installations ayant la capacité de soutirer et d'injecter de l'énergie.

Une telle installation ne doit pas être soumise à deux procédures de traitement des demandes de raccordement correspondant à celle en injection et celle en soutirage.

Par ailleurs, les gestionnaires de réseaux veilleront à élaborer des procédures prenant en compte les applications envisagées de l'installation de stockage (prise en compte du caractère contracyclique notamment).

Question 1 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer ? Avez-vous d'autres pistes d'amélioration pour faciliter le traitement des demandes de raccordement de ces nouveaux usages ?

France Energie Eolienne est favorable à la proposition de la CRE d'une procédure adaptée aux nouveaux usages pouvant injecter et soutirer.

Beaucoup de producteurs se voient aujourd'hui proposer des capacités de raccordement limitées, ce qui dans certains cas donne instantanément une rentabilité au stockage. Il apparaît donc nécessaire de simplifier les procédures de raccordement.

Nous percevons aujourd'hui une barrière réglementaire majeure, à savoir l'absence de possibilité d'inclure le stockage dans la définition de l'installation dans le cadre d'un mécanisme de soutien pour l'éolien.

D'après EDF OA, le problème réside dans la définition de l'installation au 6° du [R.314-1](#) :

- Installation : ensemble des machines électrogènes appartenant à la même filière de production et répondant aux caractéristiques définies par les arrêtés mentionnés à l'article R. 314-12, complété le cas échéant des ouvrages précisés par ces arrêtés.
- Les arrêtés visés sont ceux définissant le complément de rémunération [2016](#) et [2017](#). Ils ne précisent pas la possibilité d'inclure du stockage, contrairement à [l'arrêté solaire de 2017](#). Est-ce que cela l'interdit ? Cela ne l'interdit pas explicitement, mais le doute fait planer le risque.

D'après EDF OA encore, il faudrait un arrêté modificatif permettant d'ajuster cela.

D'autre part, FEE propose que cette démarche de simplification soit élargie à d'autres nouveaux usages, notamment :

- Les installations hybrides avec un unique formulaire où la somme des Puissances Installées est distinguée de la Puissance de Raccordement.
Par exemple, un producteur pourrait, dans une unique procédure, demander 10 MW d'éolien + 5 MW de solaire PV + 2 MW de batterie et s'engager à n'injecter que 12MW maximum, et donc ainsi demander une Puissance de Raccordement de 12MW au poste.
- La prestation de nouveaux services de réglage de tension (comme au niveau du réseau de transport) et de mécanismes de flexibilité.
- Le renouvellement des parcs (modification de puissance pour une extension ou un Repowering)

Une attention particulière doit être portée sur l'articulation de ces nouveaux usages avec les S3REnR (Quote-Part ou de Capacité Réserve par exemple).

2. Les opérations de raccordement intelligentes (ORI)

Propositions de la CRE :

Les gestionnaires de réseaux prévoient, dans leur procédure de traitement des demandes de raccordement, dans quels cas un utilisateur peut demander une ORI.

Dans la partie « Convention de raccordement », les installations bénéficiant d'une ORI à une puissance de raccordement égale à la puissance de raccordement demandée tout en limitant les injections et soutirages sur certaines périodes verront leur injection ou soutirage limité d'un nombre d'heures maximal. Cette limitation ne pourra être activée que pour répondre aux contraintes induites par ladite installation. Cette dernière garde par ailleurs la possibilité de participer à d'autres mécanismes de flexibilité le cas échéant.

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les opérations de raccordement intelligentes (ORI) ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

France Energie Eolienne est favorable à l'établissement des ORI. La mise en œuvre concrète, techniquement et contractuellement, doit encore être précisée et nous souhaitons que ce travail de clarification continue en concertation avec les producteurs.

Plus largement, les nouvelles procédures de raccordement pourraient être clarifiées avec EDF OA afin que toutes complications puissent être anticipées et évitées.

Au-delà de quantifier le nombre maximal d'heures de limitations, nous précisons qu'il paraît indispensable de quantifier une puissance garantie ou une garantie de pertes de production maximale, et ceci dès la PTF, afin de donner une visibilité aux producteurs. Le calcul de ces données devra aussi être présenté aux producteurs avec transparence concernant les méthodes et sur les hypothèses de calcul.

D'autre part, l'ORI ne doit pas devenir une banalité car une ORI est synonyme d'un réseau local saturé. Une ORI doit donc être un élément déclencheur pour, à terme (5 à 8 ans), renforcer la ligne en contrainte et permettre le débridage du ou des parcs bridés sur la ligne. L'ORI doit donc être limitée dans le temps et la durée devrait également être engageante (par exemple lors de la prochaine révision du schéma).

Nota : en pratique, les mailles de réseaux d'ores et déjà saturés sont quasi systématiquement les zones de développement des gisements. Ces renforcements de réseaux sont donc nécessaires et bien identifiés ; ce qui renforce également l'idée des besoins de travaux in fine.

3. Les demandes anticipées de raccordement

Propositions de la CRE :

Mise en place de la demande anticipée de raccordement (DAR) :

La demande de raccordement peut être réalisée de deux façons distinctes :

- la demande de raccordement complète, qui permet une entrée en file d'attente et une remise de proposition technique et financière. Il s'agit des dispositions en vigueur actuellement ;
- la DAR qui permet d'obtenir une proposition de raccordement avant complétude du dossier (PRAC). Cette proposition est engageante sous réserve du respect des conditions précisées dans la procédure de traitement des demandes de raccordement.

Ainsi, le demandeur peut, soit faire une demande complète s'il dispose de l'ensemble des documents, soit formuler une DAR qui lui permettra de s'engager dans le processus de raccordement, au travers de la PRAC. Le gestionnaire de réseau lui transmettra une PRAC dans des délais identiques à ceux fixés dans la décision de la CRE encadrant les procédures de traitement des demandes de raccordement. La PRAC est engageante pour le gestionnaire de réseaux si l'utilisateur complète sa demande dans un délai maximal fixé par le gestionnaire à compter de sa remise et sous réserve de conditions précisées dans la procédure. Ce délai maximal pour compléter sa demande ne peut être inférieur à trois mois.

Les conditions suivantes doivent a minima être remplies pour que la PRAC soit engageante :

- les données techniques de l'installation sont inchangées* depuis la PRAC ;
- les données des réseaux publics de distribution et de transport utilisées pour définir la solution de raccordement n'ont pas évolué* depuis l'envoi de la PRAC.

*Les gestionnaires de réseaux veilleront à préciser, dans leurs procédures de traitement des demandes de raccordement, quelle interprétation doit être donnée aux notions suivantes : « inchangées » et « n'ont pas évolué ».

Dans le cas où ces conditions sont respectées, le demandeur entre en file d'attente au moment de la complétude de son dossier, et le délai de réalisation de la PTF émise par le gestionnaire de réseau est réduit à un mois maximum à compter de la complétude de la demande.

La DAR peut être payante. Lorsqu'elle conduit à l'acceptation d'une PTF, le montant versé au titre de la DAR est déduit du coût du raccordement.

Les frais d'études de la DAR sont fixés dans le barème de raccordement mentionné à l'article L. 342-8 du code de l'énergie.

Les procédures de traitement des demandes de raccordement pourraient prévoir, en plus de l'opération de raccordement de référence, l'étude d'autres opérations de raccordement.

En effet, les gestionnaires de réseaux pourraient proposer la possibilité d'étudier des solutions alternatives (division de parc, puissance de raccordement plus faible) ou des solutions de type ORI. Cette possibilité pourrait être exercée dès la demande de raccordement complète, ou la DAR le cas échéant. Les frais d'études de ces possibilités sont également fixés dans le barème de raccordement.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur les demandes anticipées de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ? Êtes-vous favorable, comme la CRE, à ce que tout type d'utilisateur puisse bénéficier d'une DAR (consommateur, producteur, tout niveau de tension, raccordements provisoires et pérennes) ?

France Energie Eolienne est favorable à la possibilité de s'engager dans un processus de raccordement avant d'avoir pu obtenir l'ensemble des documents administratifs nécessaires, mais aimerait obtenir des précisions sur les différences qui existeraient entre une DAR et la demande de PRAC existante.

Aussi, il est important de bien encadrer les conditions qui doivent être à minima remplies pour que la PRAC soit engageante. En effet, ces conditions sont déterminantes et rendent la DAR et Demande de PRAC pertinentes ou caduques : il est difficile pour les producteurs de s'engager sur des données techniques des installations envisagées avant que les démarches administratives ne soit clôturées.

Des justifications précises doivent être apportées par le GRD en cas de refus de validité de la PRAC pour modifications réseaux et nous demandons plus de flexibilité sur ces conditions (par exemple une simple modification d'harmoniques ou les changements de localisation du poste ne devraient pas annuler la PRAC).

Avant cela, afin de donner plus de visibilité aux producteurs, les informations non confidentielles restantes détenues par les GRD pourraient être transmises au public, comme par exemple la cartographie des réseaux souterrains ou encore la section des câbles. Le GRD pourrait aussi proposer une liste d'études indépendantes que les producteurs pourraient choisir avec des coûts fixes associés.

Nous sommes favorables à l'étude de solutions autres que celle de référence lors d'établissement de PRAC ou DAR (ceci devrait même être une obligation) : les limitations pérennes ou provisoires, ORA, ORI (le cas échéant), solutions plus lointaines mais plus rapides, adaptation de S3REnR, division de parcs, etc.

Pour finir, le prix des demandes de PRAC semble abusif surtout dans le cas où le producteur fait plusieurs demandes pour de multiples PDL sur le même projet. Les études simples ou les DAR pourraient être gratuites à partir du dépôt du projet par le développeur, ce qui permettrait une meilleure visibilité pour le GRD des projets à venir (souvent demandée par le GRD), et une meilleure visibilité des DREAL sur la faisabilité du raccordement par le GRD à l'instruction.

4. Le cas de la collectivité en charge de l'urbanisme redevable d'une partie des coûts d'extension - les obligations du gestionnaire de réseaux publics de distribution

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'encadrement tel qu'envisagé par la CRE sur l'encadrement des relations entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution et la collectivité en charge de l'urbanisme ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Pas de commentaire à apporter.

5. La préparation de la demande de raccordement : vers une mise à jour plus fréquente de l'information mise à disposition des utilisateurs

Propositions de la CRE :

Les informations publiées font l'objet d'une mise à jour régulière dont la fréquence et les modalités sont précisées dans les procédures de traitement des demandes de raccordement. La fréquence de mise à jour ne peut être inférieure à une fréquence mensuelle pour les capacités de transformation disponibles en injection et pour la puissance cumulée des demandes de raccordement en file d'attente, dans ou en dehors du cadre des schémas S3REnR.

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

France Energie Eolienne est favorable à une mise à jour régulière des informations mises à disposition des utilisateurs, à minima une fois par mois. RTE en est responsable et il apparaît nécessaire que RTE coordonne activement l'harmonisation des données avec les GRD et le respect de l'exactitude des données. Les producteurs font régulièrement part du besoin de fiabilité de ces informations.

Une évolution du site Caparéseau en SIG pourrait être envisagée afin d'augmenter la résolution graphique et de proposer une cartographie de type « Géoportail » par exemple.

Une cellule « Bouton Alerte » pourrait être développée sur la plateforme pour informer des informations erronées. Les données ne sont parfois pas mises à jour pendant 6 mois, alors que la mise à jour sur le poste est affichée comme étant faite bien après.

Des informations pourraient être ajoutées, comme la date prévisionnelle de mise à disposition de la capacité, voire l'état d'avancement des travaux, ainsi que des détails sur la partie HTB comme par exemple des informations précises sur le transit admissible (IMAP) sur les lignes HTB. La simple visualisation d'un feu tricolore pour la capacité des lignes HTB n'est pas suffisante. Ces informations feraient également le lien avec les diverses sources existantes à ce jour, qui rendent leur lecture et leur analyse parfois complexes (Caparéseau, documents S3REnR publiés, ETF, etc.).

L'actualisation et la fiabilité des données permettra de désengorger les demandes de PRAC grâce à une meilleure compréhension des contraintes réseaux et une confiance accrue dans les données présentées par la plateforme.

6. La gestion de la demande de raccordement : le cas des doubles réservations de capacités

Propositions de la CRE :

Dans le cas où le gestionnaire de réseaux propose plusieurs offres de raccordement au stade de la proposition technique et financière (PTF), il prévoit des dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités. Ces dispositions peuvent se traduire par une durée réduite de validité des offres (hors ORR).

Les gestionnaires de réseaux doivent prévenir les autres demandeurs de raccordement concernés lorsqu'une double réservation de capacités est en cours.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE relative aux dispositions spécifiques à la gestion de la file d'attente en cas de double réservation de capacités ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

Dans l'éventualité d'une double réservation de capacités, France Energie Eolienne soutient qu'il est nécessaire de prévoir des dispositions spécifiques et une durée réduite de validité des offres hors ORR (attention cependant à ce que le délai soit raisonnable pour que le producteur ait le temps de faire son choix). Cette gestion en double réservation devrait cependant être évitée au maximum, afin de ne pas bloquer d'autres projets.

Il apparaît important de trouver un consensus sur les délais de validité des offres hors ORR, afin d'éviter les jeux d'options ou de blocage avec un délai trop long, tout en ne fragilisant pas non plus le développement des solutions hors ORR avec un délai trop court.

7. La dématérialisation du traitement des demandes de raccordement

Propositions de la CRE :

Les gestionnaires de réseaux mettent en place des outils permettant le traitement dématérialisé des demandes de raccordement. Ainsi, les utilisateurs devraient avoir la possibilité de faire la demande en ligne, en joignant les scans ou version PDF des documents exigés, ainsi que tout autre document utile.

Le gestionnaire de réseaux doit pouvoir échanger par courriel avec le demandeur pour demander les pièces manquantes le cas échéant. La remise de la PTF, ainsi que sa signature devront également pouvoir être dématérialisées, tout comme les étapes relatives à la convention de raccordement.

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la dématérialisation du traitement des demandes de raccordement ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

France Energie Eolienne est favorable à la poursuite de la dématérialisation. La plateforme fonctionne bien et des améliorations doivent être apportées.

Par exemple, la sécurité des signatures électroniques des PTF pourrait être améliorée, et un support fiable doit être mise en place en cas de problèmes informatiques.

Il pourrait être envisagé que les fiches de collecte des fournisseurs (éoliennes, onduleurs PV) soient disponibles sur une liste déroulante, afin d'éviter que les fiches de collecte soient fournies individuellement (sur la partie machine tout du moins). Cela pourrait éviter des erreurs de retranscription et cela allègerait les démarches pour le GRD, les développeurs et pour les constructeurs de machines.

8. Les délais de transmission de la proposition technique et financière (PTF)

Question 8 : Les dispositions dérogatoires actuelles prévues en cas d'afflux de demandes de raccordement d'installations de production sont-elles satisfaisantes ?

Les délais de transmission d'offre de raccordement ont tendance à augmenter, France Energie Eolienne souhaite garantir en toutes circonstances un délai de transmission de PTF de trois mois et serait favorable à ce que ces délais soient encadrés plus strictement, et que les demandes de PTF soient fluidifiées.

Selon notre analyse, les 9 semaines de coordination auprès de RTE seraient bloquantes. Un gain de temps pourrait être fait en mettant en place une gestion commune de la file d'attente, afin qu'Enedis ne soit pas obligé de consulter systématiquement RTE lorsqu'il reste dans la capacité sur le poste.

Nous aimerions plus de transparence sur les étapes à mener durant ce délai des 3 mois (études électriques, résultats RTE, etc...). Ces 3 mois ne semblent jamais raccourcis, même lorsque la solution est rapide à déterminer.

Des dérives sont constatées lorsque les autorisations ne sont pas obtenues et que le GRD n'annonce plus de date limite pour la remise de la PTF : Les GRD doivent alerter au plus tôt et doivent se réengager sur de nouveaux délais. Plus généralement, nous constatons cela surtout à la remise de la Convention de Raccordement : les délais s'allongent très significativement, et ce dès qu'il y a un problème autorisation.

Question 9 : Pour le raccordement d'installations de consommation en BT, la possibilité pour les procédures de traitement des demandes de raccordement de prévoir des dispositions visant à anticiper les demandes de raccordement des demandeurs pour répondre au mieux à leurs besoins est-elle utilisée par les gestionnaires de réseaux, et utile pour les demandeurs ? Cette disposition doit-elle être maintenue ou doit-elle évoluer ?

Pas de commentaire à apporter.

9. Les délais de raccordement

Question 10 : Pensez-vous qu'il faudrait, à l'avenir, inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement ? Quelles sont vos propositions ?

France Energie Eolienne pense qu'il faudrait inclure des dispositions sur les délais de raccordement dans l'encadrement par la CRE des procédures de raccordement, avec par exemple, des indicateurs sur les performances des délais de raccordement et sur la différence entre le délai prévisionnel annoncé par le GRD et le délai effectivement réalisé, ou encore des indicateurs sur l'homogénéité des délais de travaux entre les régions.

En effet, nous aimerions que les délais annoncés soient des délais justes et non pas des délais conservateurs. Pour des raisons techniques et financières, la livraison des turbines est synchronisée avec ce délai maximum annoncé pour la mise en service du raccordement. Raccorder un parc plus vite ne signifie donc pas qu'il sera mis en service plus vite, et ces délais conservateurs contribuent donc à retarder la mise en service d'un parc.

Il faudrait également que ces délais soient cohérents avec les réalités du marché. La procédure pourrait prévoir un canevas avec des délais à respecter selon la nature des travaux.

Concernant les retards de raccordement, il faudrait prévoir une date de raccordement précise dans la convention de raccordement et une formule de pénalité en fonction du retard (au lieu d'une somme forfaitaire d'environ 1000 euros quel que soit le retard, ce qui n'est pas contraignant pour le GRD).

Aussi, les retards, s'ils sont présents, ne sont parfois pas présentés aux demandeurs avant la fin du délai.

Pour ce qui est des ouvrages S3REnR, nous souhaitons que le principe d'anticipation des processus administratifs soit mis en œuvre au plus vite.

En effet, la dynamique du développement des EnR est plus forte que la dynamique de mise à niveau des réseaux et des freins majeurs demeurent dans les S3REnR : multiplicité des adaptations, les révisions qui s'enchainent et qui se retardent, des démarches administratives lourdes et à répétition.

L'amélioration de ces démarches administratives doit continuer (représentant en moyenne 80% des délais totaux ; contre 20% pour les seuls travaux réalisés).

10. La transparence des PTF

Propositions de la CRE :

Les demandeurs de raccordement doivent avoir accès à une information claire, précise et transparente. Ainsi, les dispositions actuelles relatives à la transparence des PTF sont à compléter en ajoutant que, lorsqu'un gestionnaire de réseaux transmet une proposition technique et financière (PTF), cette dernière doit présenter a minima :

- la solution de raccordement qui a été retenue ;
- un niveau de détails suffisant, avec notamment le détail des quantités présentées ;
- un schéma de raccordement clair et précis, et qui ne doit pas être sujet à interprétation.

Les gestionnaires de réseaux précisent, dans les offres de raccordement, si le montant facturé résulte de l'application de formules de coûts simplifiées, du canevas technique ou d'appels d'offres.

Lorsque la proposition technique et financière n'utilise pas de formules de coûts simplifiées issues du barème de raccordement du gestionnaire de réseaux, les coûts sont présentés sur un devis suffisamment détaillé.

Les termes « un devis suffisamment détaillé » s'entendent par un devis comportant toutes les indications permettant d'apprécier les propositions de prix et notamment le détail des quantités et prix unitaires de l'opération de raccordement.

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'évolution proposée par la CRE sur la transparence des PTF ? Si non, quelles améliorations proposez-vous ?

France Energie Eolienne est favorable à la proposition de la CRE et nous insistons sur le fait que les demandeurs de raccordement doivent avoir accès à une information claire, précise et transparente. Nous sommes en accord avec la CRE lorsqu'elle constate que le GRD Enedis doit poursuivre ses efforts d'amélioration de la transparence des PTF.

Le détail du montant de travaux HTA n'est évidemment pas suffisant, avec par exemple la ligne A1 ci-dessous :

3.2.5. Solution de raccordement et contribution financière			
➤ Travaux Ouvrages Propres			
		Application de la réfaction	Montant facturé (euros)
Travaux Ouvrages Propres	A1 – Travaux de création du réseau HTA en domaine public	Non	697 380.15
	A3 – Mise à disposition d'une cellule départ HTA	Non	92 000.00
	C1 – Evolution du plan de protection	Non	2 000.00
	C2 – Evolution de la conduite des réseaux	Non	2 000.00

Nous soutenons l'avis de la CRE qui précise qu'un « devis suffisamment détaillé » s'entend par un devis comportant toutes les indications permettant d'apprécier les propositions de prix et notamment le détail des quantités et prix unitaires de l'opération de raccordement.

Ce prix HTA pourrait contenir plusieurs éléments : ligne, autotransformateur, câble, tranchée ...

Le coût des études pourrait par la même occasion être dissocié et lui aussi quantifié (quantité et coût unitaire horaire).

Nous devrions également avoir accès au montant du marché passé entre ENEDIS et leurs sous-traitants, et obtenir plus de transparence sur le planning de raccordement et sur l'avancement des travaux.

Des échanges avec un interlocuteur technique devraient pouvoir se mettre en place. Il est très difficile d'échanger avec quelqu'un du BERE d'ENEDIS. Avoir le détail sur les hypothèses des études est très important, cela devrait être accompagné le cas échéant de la possibilité d'échanger avec un interlocuteur au point sur les hypothèses/résultats de l'étude.

Plus de transparence sur les DTR est également attendue, dans lesquelles certaines hypothèses devraient être clarifiées, par exemple : « la tenue thermique des ouvrages », l'évaluation de pertes et des abaques des câbles.

Il faudrait également pouvoir avoir plus de données et plus de détails des calculs concernant les impositions de l'installation en termes de filtres et de réenclenchements séquentiels (fourniture de la limite du courant d'appel à l'enclenchement). Cela permettrait aux producteurs de faire le choix des transformateurs au plus tôt, ce qui est important dans le cas où les transformateurs doivent être faits sur mesure en raison des contraintes à respecter.

Plus de transparence pourrait être aussi apportée aux producteurs sur l'obtention des autorisations tout au long du projet.

En ce qui concerne la remise de la convention de raccordement, France Energie Eolienne juge qu'il n'est pas normal que les producteurs n'aient pas le résultat de l'appel d'offres public lancé par les gestionnaires de réseau (GRD ou RTE).

11. Le cas particulier de la mise en œuvre de la maîtrise d'ouvrage déléguée

Question 12 : Avez-vous des améliorations à proposer sur l'encadrement proposé par la CRE sur la mise en application de la maîtrise d'ouvrage déléguée issue des délibérations du 21 mars 2019 ?

France Energie Eolienne n'a pas de remarque particulière à apporter à ce stade et participera aux concertations en CURDE prévues en septembre sur les procédures de raccordement et sur le contenu des Cahiers des Charges.

Quant au jalon jusqu'auquel un utilisateur peut demander à avoir recours à la maîtrise d'ouvrage déléguée, est mentionné trois mois à compter de la signature de la PTF initiale. Il pourrait être judicieux de considérer la fin des études, car la solution de raccordement peut varier et qu'il n'est question de déléguer que la partie Travaux, et pas la partie Etudes. Si non, pourrait-il être envisagé d'intégrer également les études dans la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage déléguée ?

12. Autres

Question 13 : Identifiez-vous d'autres sujets qui devraient évoluer ou être intégrés dans les procédures de raccordement aux réseaux publics de transport et de distribution d'électricité ? Si oui, lesquels, pourquoi, et de quelle manière ?

Evolutions techniques des possibilités de raccordements (400mm²Alu, 33kV, puissance poste source)

France Energie Eolienne souhaiterait avoir de la visibilité sur l'avancement du déploiement du câble 400 mm² Alu et du processus de qualification du câble et des matériels associés.

De plus, nous aimerions que des travaux sur l'introduction des raccordements en 33kV soient entrepris au plus vite en concertation entre les GRD et les producteurs.

Aussi, il s'avère parfois que le facteur limitant puisse être la capacité des transformateurs HTA/HTB dans le poste source, voire leur nombre (3 maximum de 36 MVA par poste source HTB1 63kV ou 90kV, et 3 x 80 MVA soit 240 MVA sur les postes sources HTB2 225kV).

En complément du 33kV et du 400 mm², il serait intéressant de réfléchir à une augmentation du nombre et/ou de la puissance unitaire de ces transformateurs de postes sources (qui sont à présent collecteurs de fortes productions parfois, et non plus seulement de consommation rurale...).

Amélioration de la connaissance du réseau électrique

France Energie Eolienne aimerait que les données des réseaux électriques non confidentielles soient partagées (impédance, Pcc, etc.) pour que le producteur puisse faire les études réalisées dans la PTF par lui-même lorsque souhaité. Cela pourrait permettre de fluidifier les demandes de PTF.

Durée de suspension

La procédure ENEDIS actuelle mentionne qu'un projet ne peut proroger sa suspension si un autre projet est entré en file d'attente en aval. Cette procédure doit être clarifiée car elle est trop restrictive. En effet, il est possible qu'une suspension d'un projet A ne soit pas un frein au raccordement d'un projet B situé en aval dans la file d'attente. Dans ce cas, le projet doit pouvoir prolonger sa durée de suspension. Nous souhaitons donc que cette précision soit ajoutée par ENEDIS au sein de sa procédure, car cette méthodologie semble déjà être appliquée en région.

Délais de suspension de la Convention de Raccordement

D'autre part, France Energie Eolienne souhaiterait connaître l'avis de la CRE sur un éventuel assouplissement sous conditions de l'article 8.1.3 de la DTR PRO-RES_67E :

« L'exercice d'un recours contre l'une de ces autorisations suspend le délai de mise à disposition de la Convention de Raccordement, jusqu'à l'épuisement des voies de recours interne ; »

En effet, nous aimerions connaître l'avis de la CRE sur une éventuelle possibilité d'accorder des dérogations à cette suspension si le projet fait l'objet d'une DUP, afin que le producteur puisse demander l'envoi de la Convention de Raccordement si un recours est en cours sur les demandes de raccordement (modalités à définir avec Enedis). Cela permettrait de commencer les travaux de raccordement avant la fin du recours, dès lors que le seuil de déclenchement est atteint.